

Etude *Harris Interactive* pour M6

Enquête réalisée en ligne dans la journée du 29 mars 2015. Echantillon de 4 286 personnes représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans, à partir de l'access panel Harris Interactive. Les personnes ont été interrogées sur leur comportement électoral au premier et au second tour dans leur canton. Les questions liées au comportement électoral de second tour ont été administrées auprès d'un échantillon représentatif des inscrits sur les listes électorales dans les territoires de France métropolitaine concernés par le second tour des élections départementales (excluant donc Paris et la Métropole de Lyon, mais aussi les cantons attribués dès le premier tour). Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

* * * * *

A l'occasion du second tour des **élections départementales**, dimanche 29 mars 2015, Harris Interactive a réalisé pour *M6* une enquête permettant de **mieux comprendre les motivations du vote et de l'abstention au second tour de cette élection**, ainsi que d'interroger les Français sur les **conséquences qu'ils associent à ce scrutin**, que ce soit au niveau départemental ou au niveau national.

Au terme de ce deuxième tour, selon des résultats nationaux publiés par le Ministère de l'intérieur¹, **67 départements sont désormais détenus par des majorités de Droite, contre 34 à Gauche et aucun au Front National**. Les formations politiques de Gauche perdent ainsi le contrôle de 28 Conseils Départementaux. Ceci dans un contexte où l'abstention au second tour s'est élevée à 50% des inscrits sur les listes électorales.

¹ <http://elections.interieur.gouv.fr/departementales-2015/>

Que retenir de cette enquête ?

- Dans un contexte où la campagne d'entre-deux-tours a fait l'objet d'un traitement médiatique limité, notamment éclipsée par l'accident de l'avion Germanwings, **les personnes ayant voté à ce second tour déclarent qu'elles avaient très majoritairement déjà fait leur choix dès les résultats du premier tour connus** (39%) voire avant même le premier tour (39%). Au total, ce sont donc 78% des personnes ayant glissé un bulletin dans l'urne qui indiquent s'être décidées sans attendre l'entre-deux-tours. 22% affirment au contraire avoir fait leur choix dans les jours précédant le second tour. Cette proportion est à peu près équivalente parmi les électeurs de Gauche (22%), de la Droite et du Centre (21%) ou du Front National (24%). Si le choix du vote exprimé s'est décidé relativement tôt, soulignons toutefois que **près d'un quart des personnes ayant voté indiquent avoir hésité à voter blanc** (21%), quand 16% déclarent avoir hésité à s'abstenir, soit des proportions plus élevées que celles enregistrées par Harris Interactive à l'occasion du second tour des élections municipales de 2014 (respectivement 16% et 10%). Cette tentation était légèrement plus forte que la moyenne parmi les électeurs de la Droite et du Centre (23% et 18%), notamment dans des cas de figure de duels entre la Gauche et le Front National.
- Le vote au second tour des élections départementales s'est en partie **polarisé autour d'enjeux liés à la présence du Front National**, représenté par un binôme au second tour dans plus de la moitié des cantons (1 107 sur 2 054). Le parti frontiste constitue la principale évocation spontanée des Français lorsqu'ils pensent au second tour des élections départementales. Plus précisément, dans les cantons où le Front National présente un binôme au second tour, 55% des personnes ayant exprimé un vote déclarent que avoir été **motivés par une volonté de « faire barrage »** aux candidatures du parti de Marine Le Pen. Cette motivation est même **partagée par 86% des électeurs de Gauche** au second tour, mais aussi à 76% parmi les électeurs de Droite.
- Pour les personnes ayant exprimé un vote, les enjeux liés au Front National ont été **plus structurant qu'un éventuel message de sanction adressé à l'exécutif** : 32% affirment avoir voté pour exprimer leur insatisfaction à l'égard de François Hollande et du Gouvernement de Manuel Valls (-7 points par rapport au 1^{er} tour du dimanche 22 mars), tandis que 9% indiquent avoir au contraire voulu manifester leur soutien à l'exécutif. Dans un contexte où le Parti socialiste n'était certes candidat en propre que dans une courte majorité des cantons au second tour, ce sont donc **59% des votants qui n'établissent aucun lien entre leur vote au second tour d'une part, et leur regard sur l'action du Président de la**

République et du Premier Ministre d'autre part (+10 points par rapport au 1^{er} tour). Les électeurs frontistes de second tour sont ceux qui déclarent le plus avoir cherché à sanctionner l'exécutif (62%, pour 41% parmi les électeurs de Droite).

- Dans la plupart des cantons (1 614), le second tour de ce scrutin opposait deux binômes candidats dans le cadre d'un duel, pour 278 triangulaires et 13 cantons promis à un candidat unique, suite à un désistement de concurrent dans l'entre-deux-tours. Dans ce cadre, les personnes ayant exprimé un vote affirment avoir été **presque autant motivées par leur intention de faire obstacle à une candidature (71%) que par leur volonté de voir leur binôme préféré élu au conseil départemental (75%)**. Le poids de ces deux motivations est quasi équivalent parmi les électeurs de Droite (72% et 73%), tandis que les électeurs de Gauche mais aussi du Front National sont plus nombreux à déclarer un vote d'adhésion que de rejet d'un adversaire (79% contre 74% à Gauche, 73% contre 62% au FN).
- Plus spécifiquement, les personnes ayant voté en faveur du Front National au second tour invoquent **deux arguments principaux** pour justifier leur choix : une volonté de laisser au parti frontiste **une chance de faire ses preuves** dans les départements (53%) et une expression de leur **mécontentement à l'égard des partis de Gauche et de Droite** (48%). Le vote en faveur des binômes soutenus par le parti de Marine Le Pen n'est donc pas seulement un signe de rejet, mais exprime également une forme de d'appétence quant à une éventuelle politique départementale du Front National.
- De façon générale, **le Front National reste néanmoins un parti qui divise les Français quant à sa capacité à bien gérer leur département** : parmi les personnes concernées par les élections départementales, 33% en jugent le FN capable, mais 67% estiment que ce n'est pas le cas. À titre de comparaison, l'UMP est jugée capable de bonne gestion par 63% des personnes interrogées, pour 57% à l'UDI et 50% au Parti socialiste. En revanche, d'autres formations politiques de Gauche sont jugées moins « capables » d'une bonne gestion départementale que le Front National : Europe Ecologie Les Verts (29%) et le Front de Gauche (28%). Si l'on peut parfois noter certaines convergences entre l'électorat frontiste et celui de la Droite traditionnelle, soulignons toutefois que **seule une minorité (28%) des électeurs de la Droite et du Centre juge le Front National capable de bien gérer leur département**. En revanche, les électeurs frontistes n'ont aucun doute quant à la capacité de leur parti privilégié à bien gérer leur département : 94% estiment que c'est le cas.

- Comme à l'issue du premier tour, les personnes s'étant abstenues justifient principalement leur absence de participation au second tour par **leur défiance envers les responsables politiques** (40%), davantage que par leur difficulté à se reconnaître dans les candidats présents au second tour dans leur canton (31%) ou encore un sentiment que cela ne changerait pas grand-chose à leur vie quotidienne (28%). Dans un contexte où l'ensemble de la classe politique est perçu avec sévérité par les Français, cette défiance contribue donc directement à nourrir l'abstention aux élections.
- Alors que l'abstention avait concerné un électeur sur deux au premier tour et à peu près autant au second, plus de quatre Français sur dix – qu'ils soient inscrits ou non dans des territoires concernés par les élections départementales – déclarent qu'ils ont **cherché à convaincre au moins une personne parmi leurs proches d'aller voter à l'élection** (42%). Si cette injonction globale de participation semble relativement répandue, 14% affirment avoir été jusqu'à recommander à leur entourage de voter pour un candidat en particulier : le simple fait de participer au scrutin constitue donc un enjeu auprès de nombreux Français, quelle que soit son issue au final. Plus précisément, les électeurs de la Gauche comme de la Droite sont une courte majorité (respectivement 53% et 50%) à affirmer qu'ils ont cherché à convaincre leurs proches d'aller voter, quand cela ne concerne que 45% de l'électorat du Front National. En revanche, **les électeurs frontistes se montrent davantage prosélytes à l'égard de leur entourage** : 22% indiquent avoir encouragé leurs proches à voter pour une candidature en particulier, contre seulement 17% parmi les électeurs de Gauche comme de Droite.
- À l'issue de ces élections départementales, et alors qu'un « troisième tour » se profile dans quelques départements sans majorité absolue, **les personnes concernées par les élections départementales éprouvent des difficultés à se projeter dans des alliances entre sensibilités politiques différentes pour gérer leur département**. En effet, la perspective d'une alliance entre Gauche et Droite divise certes les Français (49% favorables, 50% opposés), mais elle reste nettement privilégiée à une alliance entre Droite et Front National (28% favorables, 71% opposés) et *a fortiori* à une alliance entre la Gauche et le parti frontiste (14% favorables, 85% opposés). **Une coalition entre Droite et Gauche est perçue comme une solution acceptable par 69% des électeurs de Gauche et 55% des électeurs de Droite ou du Centre**, ces derniers étant toutefois 31% à envisager une alliance avec le Front National. **Les électeurs frontistes, quant à eux, se prononcent nettement en faveur d'une coalition avec la Droite** (68%), quand seulement 27% seraient favorables à une alliance avec la Gauche.

- Interrogés sur les **domaines d'action prioritaires pour l'avenir de leur territoire**, les personnes inscrites sur les listes électorales dans un département concerné par l'élection identifient des priorités économiques : **la promotion du développement économique et de l'emploi (53%), les dépenses du département (49%) et les impôts locaux (45%) apparaissent ainsi comme les trois principaux enjeux**, tout particulièrement aux yeux des électeurs de Droite, devant la sécurité (42%, davantage citée par les électeurs frontistes). Alors qu'il s'agit pourtant de compétences incontournables des institutions départementales, les services et actions sociales (31%) ou encore le logement (32%) sont nettement moins cités comme des priorités – même si cela est davantage le cas parmi les électeurs de Gauche.
- Au final, ces élections départementales ne sont **pas identifiées comme un vecteur de changement majeur par les personnes concernées**, que ce soit au niveau individuel (74% n'anticipent aucun impact sur leur situation), au niveau départemental (65%) ou au niveau national (66%). Cette distance exprimée à l'égard de ce scrutin est probablement liée au **doute qui subsiste dans l'esprit des Français quant à l'avenir de l'institution départementale**. Non seulement une personne sur deux anticipe une disparition des départements d'ici une dizaine d'années (50%, contre 49% pensant que cela ne se produira pas), mais les Français sont même partagés quant à savoir si cela serait une mauvaise chose (38%) ou une bonne chose (36%), tandis que 26% n'expriment aucune préférence particulière. Parmi l'ensemble des électors, seule une minorité qualifie de « bonne chose » une éventuelle disparition de l'échelon départemental, mais une courte majorité estime toujours que cela se produira à moyen terme.
- À l'issue de ce scrutin départemental, **les Français déclarent souhaiter un remaniement du gouvernement dirigé par Manuel Valls** (55% le souhaitent, contre 44% ne le souhaitant pas), mais plutôt **en conservant le Premier ministre actuel** : une nette majorité des personnes interrogées (57%) estime que Manuel Valls doit rester à Matignon, contre seulement 42% privilégiant la nomination d'un nouveau Premier Ministre. **L'attente de changement gouvernemental n'est donc pas celle constatée à l'issue des élections municipales de 2014**. Il y a un an, 82% des Français souhaitaient un remaniement et 78% le remplacement de Jean-Marc Ayrault comme Premier ministre. Dans la perspective d'un remaniement, **seule la présence au gouvernement de ministres issus de la société civile fait consensus** (75% le souhaitent). L'intégration de ministres centristes ou socialistes « frondeurs » divise, environ une personne sur deux y étant favorable, pour autant d'opposés. La présence de ministres issus d'autres formations politiques de Gauche n'est souhaitée que par une minorité de Français, qu'il s'agisse d'Europe Ecologie Les Verts (40%) ou du Front de Gauche (30%) – même si cette proportion est

majoritaire parmi les personnes ayant voté à Gauche au second tour des élections départementales (62% et 54%).

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un acteur historique du marché des études et le Groupe est présent dans le monde entier. La structure française, dirigée par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts :

Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr